

LES ENJEUX DE LA MEMOIRE

Conférence prononcée dans les locaux de *Memoria andando* à Decazeville le 25 avril 2015

Ce thème, « Les enjeux de la mémoire », m'a été proposé par l'association Mémoire des Espagnols Républicains Exilés dans le Finistère (MERE 29) et la faculté d'espagnol de Brest qui m'avaient invité l'année dernière, début avril, à participer à un hommage aux milliers de réfugiés de l'Espagne républicaine qui entre 1941 et 1944 ont été amenés de force à Brest et à Lorient pour travailler comme forçats à la construction du mur de l'Atlantique. (À Brest on estime à plus de 4000 le nombre d'Espagnols qui ont travaillé à l'édification de la base sous-marine et des fortifications alentour). Longtemps le « récit national » français a oublié ces milliers d'Espagnols enrôlés dans les Compagnies de Travailleurs Étrangers (CTE), ces milliers d'Espagnols qui dans la Résistance ont poursuivi leur lutte à mort contre le fascisme. En Bretagne, leurs descendants, ont enfin obtenu en octobre 2014 l'apposition d'une plaque officielle commémorant la présence des républicains espagnols à la base de sous-marins de Brest.

Cette mémoire-témoignage, cette mémoire-hommage est bien sûr nécessaire pour conserver la mémoire du passé mais les enjeux de la mémoire vont au-delà de ce cadre commémoratif. Quête identitaire pour beaucoup, la mémoire peut aussi avoir une fonction politique, sociale et culturelle. Nous verrons cela d'abord avec les mémoires de l'Exil puis avec l'histoire chaotique de presque 80 ans de mémoire espagnole.

Avant d'aborder une présentation plus collective de ce qu'ont été pour beaucoup de descendants de l'Exil les chemins de la mémoire, je voudrais me présenter, simplement parce que, parmi beaucoup d'autres, je suis un fruit et un acteur aujourd'hui de cette mémoire.

Je m'appelle Jean Vaz mais depuis que j'ai obtenu la double nationalité je suis heureux de voir sur ma carte d'identité espagnole le nom de ma mère : Aransáez. Aransáez donc par ma mère, fille de l'immigration économique des années 1900-1920, Vaz par mon père, qui après presque 3 ans sur les fronts d'Aragon, passe la frontière le 13 février 1939 au col d'Ares, est interné à Prats de Mollo puis au camp de concentration de Septfonds, dans le Tarn et Garonne. Dès septembre 39, le bassin houiller de Decazeville (dans l'Aveyron), et les barrages en construction dans la région ont besoin de main d'œuvre ; en quelques mois, des centaines de réfugiés quitteront les camps d'Argelès et Septfonds pour les mines de Decazeville et les barrages du Cantal. A Decazeville, l'accueil est facilité par la présence d'une forte proportion d'immigrés espagnols des années 1910-1920 dont certains d'ailleurs sont allés combattre en Espagne dans les Brigades internationales. Malgré la persistance de clivages politiques importants, la communauté espagnole est longtemps restée très vivante dans notre ville. Et, en 2002, poussés par le besoin de sauvegarder cette forte empreinte qu'ont laissée, sur le Bassin industriel de Decazeville et sur nos propres vies, nos parents ou grands-parents, immigrés ou exilés, nous créons une association qui dans les premières années réunira près de 200 personnes (autour de 150 aujourd'hui).

Avec les témoignages des nombreux descendants de la première vague migratoire, des quelques derniers acteurs de la Guerre d'Espagne, de ceux qui, enfants, passèrent alors la frontière et de ceux qui sont fils de cet exil, nous avons essayé de reconstruire le

tissu d'une mémoire espagnole, faite de plusieurs mémoires. Mais pour échapper au culte des racines et ne pas s'enfermer dans la célébration figée du passé, nous avons souhaité, au prix d'une entorse à la syntaxe, une **Memoria andando**, une mémoire en marche. Une mémoire qui certes rendrait hommage aux luttes et aux valeurs de nos parents mais qui, en revivifiant la langue, l'histoire et la culture, approfondirait ce passé, en France, en Espagne et ferait se rejoindre nos mémoires dans une actualité espagnole de plus en plus préoccupante.

Ce sont des objectifs vers lesquels nous tendons et sur lesquels nous pourrions éventuellement revenir.

À la fin du XXe siècle, cette génération d'exilés, vaincus de la guerre d'Espagne, s'éteint doucement. Dès le début des années 2000, la volonté de sauvegarder la mémoire de ce qu'ils ont été, en Espagne, en France, nous a donc amenés, nous, fils, filles, petits-fils, petites-filles, de ces exilés de l'Espagne républicaine, nous a amenés à dépasser le jardin secret de nos mémoires individuelles pour tenter, dans des associations, de construire une mémoire plus collective qui essaierait d'organiser le puzzle de toutes ces mémoires dispersées, divisées, parfois opposées. Une mémoire plurielle qui donnerait aux jeunes chercheurs d'aujourd'hui et de demain de nouveaux éléments pour essayer d'aller vers la plus grande objectivité possible dans l'approche de la guerre d'Espagne, des luttes contre le fascisme, en France et en Espagne, dans l'étude et la présentation de l'intense vie politique et culturelle de l'exil espagnol. Et qui nous permettrait également d'appuyer avec force les associations mémorielles espagnoles dans leur refus de l'impunité et dans la dénonciation des insuffisances préméditées de la loi de 2007 sur la récupération de la mémoire historique en Espagne. Une Espagne où, précisément, la mémoire a souffert d'une longue amnésie de 70 ans.

La première des mémoires est bien celle que nous portons en nous, profonde, indélébile. Son expression varie selon l'histoire personnelle de la famille de chacun, selon que l'histoire a été tue ou racontée.

Mais même si les parcours familiaux ont été différents, la plupart d'entre nous, aujourd'hui sexagénaires, septuagénaires, portent fièrement en eux la marque de ce passé. Auprès de ces hommes, de ces femmes, dignes, droits, qui pendant près de trois ans avaient lutté pour une société idéale de liberté et de justice et dont le *seul but, dans les premières années, était de poursuivre le combat politique dans le prolongement de la guerre d'Espagne*, nous nous sommes sentis les enfants privilégiés d'une histoire héroïque, unique. Et nous avons grandi dans une petite Espagne très fortement idéalisée, à l'identité culturelle jalousement sauvegardée. Nous étions les porteurs d'une révolution possible, d'une révolution à faire. Pendant les années d'espoir nous avons été les jeunes témoins fascinés d'une grande effervescence dans la lutte pro-España où il était question de presse, propagande, imprimeries clandestines, émetteurs, aides aux prisonniers, argent, armes, commandos, guerrillas... Et toujours des réunions, des rassemblements, des congrès, des meetings, des divisions aussi... Avec l'aide internationale, nous allions gagner. Et non! En 1952 l'Espagne de Franco entre à l'UNESCO et en 1955 elle intègre l'ONU par 55 votes pour, 2 abstentions (la Belgique et le Mexique) et aucun vote contre. Le franquisme est en place définitivement. La lutte pour les idées et pour la sauvegarde de l'identité des réfugiés continuera alors sous d'autres formes et jusqu'aux années 70 les différentes composantes de l'exil maintiendront une intense activité culturelle par la presse, les revues, les maisons d'édition, les librairies, les associations culturelles (les ateneos), les commissions culturelles des partis et syndicats, les meetings, les conférences, les festivals ; et elles poursuivront leur aide aux prisonniers politiques et leur participation clandestine à la reconstruction politique et syndicale en Espagne.

Idéologiquement, socialement, politiquement un bon nombre d'entre nous restera fidèle aux idéaux que cette génération déracinée a toujours défendu avec obstination. Et les mots libertad, justicia, solidaridad, educación, ética, emancipación... résonnent toujours dans notre tête, dans notre cœur. **En ce sens nous sommes leur mémoire.**

Et notre mémoire s'est forgée dans cette exaltation des idéaux républicains ou révolutionnaires et dans la haine du franquisme. Et nous avons idéalisé la nécessité d'un combat permanent contre cette dictature qui étouffait l'Espagne sous une terrible chape de répression. A tel point que nous avons peut-être considéré parfois avec une certaine fierté, que nous étions nous, la diaspora exilée, l'Espagne authentique, et plus encore, l'Espagne légitime, celle qui ne laisserait pas impunis les crimes du franquisme.

Soixante-seize ans ont passé depuis le début de l'Exil et comme chaque année, par des colloques, des expositions, des spectacles, des marches on célèbre dans de nombreuses associations l'anniversaire de la proclamation de la République, le 14 avril 1931, l'anniversaire de la Retirada, l'exode en janvier-février 1939 de plus de 400 000 Espagnols et, pour les descendants de la famille libertaire, l'anniversaire de la Révolution entreprise dès le 19 juillet 1936. Pour la majorité d'entre nous, les parents sont partis. **Et depuis le début des années 2000, il y a eu comme un besoin vital de se regrouper en associations non seulement pour sauvegarder cette mémoire-hommage, cette mémoire fondatrice en partie de notre identité, mais pour la partager, la fortifier et lui donner des champs d'actions plus larges, plus collectifs.** Des dizaines d'associations existent aujourd'hui en France et, chacune avec ses objectifs, elles ont beaucoup travaillé pour donner à connaître l'histoire des vaincus de la République espagnole: la 2^e République, la guerre et la révolution, la Retirada, les camps, les Compagnies de Travailleurs Étrangers, les Groupements de Travailleurs Étrangers, la participation à la Résistance, dans les maquis exclusivement espagnols, dans les

maquis français, les réseaux de passeurs, l'engagement dans la Légion étrangère, dans les corps francs d'Afrique et la 2^e DB du général Leclerc avec la Nueve composée à 90% d'Espagnols et qui rentrera la première dans Paris le 24 août 1944, et les camps nazis de Dachau, Mauthausen et Ravensbruck où sont morts des milliers d'Espagnols... Dans ces quinze dernières années, il y a eu une explosion de livres, romans, documents, témoignages, thèses, biographies, autobiographies, documentaires..., et de nombreux hommages, commémorations et manifestations avec discours, conférences, drapeaux, hymnes, spectacles ont célébré, souvent avec la participation de représentants des institutions françaises, ces premières années de la présence des exilés (républicains) espagnols en France. En 2009, par exemple, la municipalité de Toulouse édite une plaquette intitulée « Circuit de la Mémoire : Toulouse capitale de l'Exil espagnol », plaquette qui évoque les lieux de la ville liés à la présence espagnole, et dans plusieurs villes, des noms de places, des noms de rues (récemment encore a été inaugurée à Toulouse une rue Rodolfo Llopis, grand leader socialiste espagnol qui vécut à Albi), des stèles, des plaques, inscrivent définitivement cette histoire dans l'Histoire.

Ce devoir de fixation de la mémoire est sans aucun doute nécessaire. Mais puisque le thème choisi porte sur les enjeux de la mémoire on peut aussi se demander si la sacralisation des souffrances endurées n'a pas parfois conduit à une excessive victimisation. Et si par exemple à propos de la Retirada et des camps, l'opinion ne voit-elle pas les vaincus que comme victimes du froid, de la faim et de l'arbitraire des gendarmes ou militaires français. Et cette focalisation sur l'émotionnel ne prend en compte que la compassion due aux victimes. Alors que non, ces réfugiés sont des soldats, des miliciens, des hommes, des femmes qui ont des convictions, affirmées dans une guerre de presque trois ans. Et dans les camps, malgré des conditions de vie déplorables, ces vaincus ont très vite entrepris la réorganisation des partis et des syndicats. *Dans un article sur «la mémoire des vaincus», paru en 2002, l'historien italien Enzo*

Traverso établit cette distinction entre victimes et vaincus. Les victimes dit-il «sont essentiellement passives et jouent le rôle d'un écran sur lequel nous projetons notre «humanitarisme». A l'inverse, et bien qu'ayant perdu la bataille, les vaincus ont essayé de prendre en main leur propre destin». Ce culte aux victimes, la multiplication des hommages aux morts, résistants espagnols morts pour la liberté ou pour la France - et le choix de la formule n'est pas toujours innocent - mène parfois certaines associations à une instrumentalisation, à une appropriation de certains pans de la mémoire, à une volonté de protagonisme qui a créé quelques remous ces dernières années dans le petit monde mémoriel espagnol en France. Bien sûr que ces épisodes dramatiques de notre mémoire doivent être célébrés, et nous le faisons, mais l'évocation douloureuse des souffrances des victimes pouvant à la longue se convertir en « monologue des morts » et maintenir souvent dans l'oubli l'intense vie politique, sociale et culturelle d'un exil espagnol qui a duré plus de 30 ans, nos associations se doivent d'approfondir, avec le concours des chercheurs, des historiens , toutes les facettes de notre mémoire, de nos mémoires. Et sans entrer vraiment dans le débat mémoire/histoire mais parce que cette réflexion concerne directement les enjeux de la mémoire, voici ce que rappelait, en février 2012 l'historien Pierre Laborie à propos d'une affaire dans laquelle une association de mémoire espagnole avait violemment pris à partie l'historienne unanimement respectée Geneviève Dreyfus Armand et attaqué et diffamé notre camarade Angel Carballeira, coupable d'avoir dénoncé l'imposture de nostalgiques du franquisme pas clair lors de la pose d'une plaque à Cahors.

« La mémoire impose le respect. Elle témoigne de fidélités qu'elle veut arracher à la mort, elle réveille les consciences endormies, elle traque les oublis et les arrangements complaisants. Sa contribution à la recherche de la vérité la rend irremplaçable à l'écriture de l'histoire.

Mais il arrive aussi que la mémoire ne soit plus qu'une religion de l'émotion, qu'un argument sacralisé pour des affirmations ou des revendications identitaires, avec la cécité et les dérives mortifères des

passions. Il arrive que ceux –témoins ou descendants – qui parlent en son nom en raison d'une légitimité supérieure autoproclamée, prétendent dire l'histoire et être les seuls à pouvoir la dire ». C'est un vrai problème dont nos associations doivent être conscientes.

En Espagne pendant près de 70 ans ce problème ne s'est pas posé. L'État a toujours dit comment et dans quel cadre il fallait se souvenir et peut-être d'ailleurs **ne pas se souvenir**.

Ce n'est qu'avec la génération des « nietos », des petits-fils, que les choses vont commencer à changer. Les lacunes biographiques dans l'histoire des familles deviennent inacceptables pour des classes d'âge qui n'ont pas connu la dictature. Et dans les années 2000, une forme de convergence s'établit entre les revendications mémorielles d'un certain nombre de citoyens et l'explosion éditoriale des essais biographiques, des autobiographies, des productions universitaires ou militantes.

Et nous avons pensé, en France, à ce moment-là, que cette effervescence mémorielle allait rapidement gagner une grande partie des Espagnols dont au moins deux générations avaient eu à souffrir directement des exactions du régime franquiste. Mais surprise !... et même déception : dans ce début des années 2000, l'ensemble des Espagnols ne se mobilisait guère sur ces thèmes et leur parler de légitimité républicaine était presque un anachronisme. Je comprenais mal qu'après 20 ans de vie démocratique l'exigence de justice et de réparation ne fût pas une de leurs priorités. En fait, notre mémoire, enfermée dans le vécu de l'exil, avait conservé vivant le lien qui nous unit à la 2^e république, à la guerre, pour certains à la révolution mais elle ne nous disait rien de la réalité espagnole dont nous n'avions qu'une représentation : nous n'avions pas vécu dans notre chair les **horreurs de l'après-guerre**.

L'exil intérieur, les rafles dans tous les villages, les disparitions forcées, les exécutions, les camps de concentration, les camps de travail, les prisons, les lourdes peines, les tortures, les humiliations, les viols, les tontes, la marginalisation, la délation, et, pour survivre, les

accommodements et les compromissions, la collaboration avec les vainqueurs, parfois même avec les assassins connus d'un ou plusieurs membres de sa famille... et la peur, toujours la peur, et la mauvaise conscience, la honte et donc le silence, toujours le silence. Et le maillage très serré qu'exerçaient sur la population les polices, l'armée, la phalange et l'Église, et l'école et son histoire officielle et ses cours de religion et de formation de l'esprit national et les camps de jeunesse, et le service social... Une intoxication, un endoctrinement, un lavage de cerveau qui ont duré très longtemps, trop longtemps, et dont nous ne pouvons pas mesurer l'impact réel sur toute une société. Voici à ce propos, ce que déclarait dans un article en ligne de Público.es du 10 février 2014 Rubén Benedicto, psychologue social : *«...A la lumière de la barbarie, tout est à repenser, pour que ça ne puisse pas se reproduire. Ceci nous interpelle profondément dans ce que nous avons été, dans ce que nous sommes et dans ce que nous voulons être. Les personnes, nous sommes des êtres historiques, nous nous sommes formés dans des relations sociales qui sont le produit de l'histoire, et dans ce pays, nous nous sommes formés en empathie avec les vainqueurs... Dans ce pays, les enfants jouaient sur des fosses communes et ce n'est pas une métaphore, c'était le cas dans un parc pour enfants à Palencia. On nous a enlevé la capacité d'empathie avec la victime ».*

Hannah Arendt, philosophe juive allemande qui a beaucoup écrit sur les totalitarismes et sur la banalisation du mal développait déjà cette notion à propos du procès d'Adolf Eichmann, en 1961, à Jérusalem en disant que les régimes totalitaires influent bien sûr sur la mentalité de leurs partisans mais également sur celle des opposants.

Dans la construction d'une mémoire officielle, la dictature franquiste a successivement imposé **deux visions** de l'affrontement. D'abord le soulèvement s'est autoproclamé **Croisade** et visait à la restauration des valeurs chrétiennes et de la monarchie. En 1947 la «ley de sucesión» fait de *« l'État espagnol catholique, social et représentatif, un royaume »*. Le chef en est Francisco Franco Bahamonde, *Caudillo de España y de la Cruzada, generalísimo de los*

ejércitos. Il n'est responsable que « devant Dieu et l'Histoire ». C'est lui qui, le jour venu désignera son successeur au titre de roi ou de régent, ce qu'il fait en 1969 en désignant Juan Carlos de Borbón. Et c'est par la terreur que le régime imposera sa version de l'histoire. Par l'élimination physique de l'opposant, mais aussi comme disait Walter Benjamin par l'élimination métaphysique (en donnant une signification idéologique et psychique à sa mort). Pour François Godicheau, historien universitaire, **« cette répression eut un caractère total, qui venait d'une volonté d'extirper le gène républicain en triturant la société espagnole dans son entier pour en créer une autre conforme aux principes du National-catholicisme »**. On sait la théorie de la ségrégation totale développée par le psychiatre en chef des armées franquistes, Antonio Vallejo-Nájera qui après des recherches psychiatriques sur des prisonnières politiques conclura à l'existence d'une dégénérescence tournée vers le mal chez « ces femmes qui participent activement à la politique ». La seule solution possible pour sauvegarder la race espagnole – l'hispanité - d'une prévisible dégénérescence consistera en une séparation radicale des enfants d'avec leurs mères en les internant dans des centres spécialisés « coupés de toute ambiance démocratique et où serait promue une exaltation des qualités biopsychiques de la race » (on chiffre à plus de 30000 les bébés qui ont été enlevés à leurs mères, prisonnières républicaines). Cette répression fera plus de 150 000 disparus ou fusillés (et plus de 300 000 prisonniers, dans les prisons, dans les 188 camps de concentration, les camps de travail et leur « rédemption par le travail » : beaucoup de morts, morts de maladies contagieuses, de faim, d'épuisement). La **répression spécifique contre les femmes républicaines** fut en ce sens particulièrement acharnée. Dans un livre qui vient de paraître *Crónica local de la infamia* (...) un chercheur andalou Antonio Jiménez Cubero retrace l'horreur de la répression en août 36 à Cazalla, village de 5000 habitants de la province de Séville. Après la victoire du Front populaire, en février 36, les servantes avaient monté un syndicat d'employées de maison, affilié à la CNT (syndicat anarcho-syndicaliste qui en 1936 avait plus d'un million et demi d'adhérents en Espagne).

Après la prise du village par les rebelles, 49 d'entre elles furent assassinées, 102 jetées en prison et 198 autres arrêtées sans qu'on sache très bien ce qu'elles sont devenues (épurées, exilées ?). Pour François Godicheau *la femme « rouge » était pour les franquistes l'incarnation du mal et de la dépravation : les progrès de la politisation féminine et de la sécularisation de la société - avec par exemple le droit de vote accordé aux femmes par la République en 1932, le mariage civil ou le divorce par consentement mutuel ou à la demande justifiée de l'un des deux conjoints -, ces progrès déclenchèrent chez les vainqueurs une véritable obsession de vengeance qui prit le corps des femmes pour terrain d'action : assassinées, emprisonnées, violées, tondues, tatouées ou forcées à recurer le sol de l'église avec des entailles aux genoux, les femmes étaient victimes d'une répression de genre en l'absence de leur mari mort, exilé, prisonnier, ou en complément du châtement de celui-ci. Le rituel organisé autour de la tondue - à qui l'on faisait avaler de l'huile de ricin avant de la promener nue dans une charrette - engageait toute la société locale dans un acte de purge qui passait par la signalisation des « coupables » et leur expiation publique. Cette pratique se prolongea après la guerre dans les années 40 dans la répression de la guérilla et même dans les années 50 à l'occasion de grèves ouvrières dans les Asturies ».*

Quelle mémoire cette Espagne meurtrie, humiliée pouvait-elle garder de ces vingt premières années de terreur ? Et ne serait-ce pas plutôt un refus de mémoire qui a effacé ou du moins enfoui profondément dans le silence et dans l'oubli toutes ces souffrances...

Amado Marcellán explique comment à la fin des années 50, avec la bénédiction de l'Opus Dei, l'aile cléricale et technocratique du régime, libérale au sens économique du terme, a infléchi **le discours officiel vers la notion de « paix »**. Le régime qui s'est imposé à la population par la force des armes se proclame garant de la paix intérieure : **regarder vers le passé, c'est vouloir son retour** et bien que, en 1963, le communiste Julián Grimau et les anarchistes Joaquín Delgado et Francisco Granado soient condamnés à mort et exécutés,

*Manuel Fraga, ministre de l'information et du tourisme lance en 1964 une vaste campagne intitulée «XXV años de paz» (« XXV ans de paix »). Dans un long article paru en octobre 2013 dans la revue Essais, François Godicheau montre comment **des années 60 aux années 1976-1977 les politiques de mémoire des derniers gouvernements franquistes vont fixer un cadre d'interprétation de la guerre devenu et resté hégémonique jusqu'aux années 2000.** Ce cadre, indispensable à la justification politique de la Transition telle qu'elle devrait se dérouler, reposait sur une recherche de **l'équilibre** qui en réduisant l'engagement politique de ces années-là à une marge peuplée de fanatiques faisait de la majorité des Espagnols de 1936 des victimes d'une situation de guerre décrite alors comme une folie furieuse, une guerre « **fratricide** » aux responsabilités et aux horreurs également réparties. La dénonciation et la disparition de ces idéologies forcément mortifères permettrait d'installer le présent dans **l'harmonie**. Les morts dans ces conditions n'avaient rien à nous dire de véritablement important, ils sont dépassés ; ils représentent juste un moment de l'histoire de nous-mêmes, de notre identité pleinement réalisée de démocrates espagnols, européens et prospères. Ce qui appelait donc comme une nécessité la **réconciliation nationale**, le « plus jamais ça », le regard tourné vers l'avenir, la marginalisation politique de tout discours républicain et enfin (et surtout) **l'impunité** de tous les crimes de la dictature ». Cette impunité se réalise à travers la loi d'amnistie de 1977 par laquelle le gouvernement de Adolfo Suárez, (ex-ministre franquiste, mort en mars 2014), amnistiait les derniers prisonniers politiques antifranquistes (environ 80 qui de toutes manières auraient été libérés par la constitution démocratique à venir !), et bien sûr amnistiait dans son article 2 « toutes les fautes et délits qu'auraient pu commettre les autorités, les fonctionnaires et agents de l'ordre public à l'encontre des droits des personnes » et donc tout le personnel de la dictature chargé de la répression depuis la guerre. Il n'est pas inutile de rappeler que ces politiques de mémoire officielles rejoignaient et reprenaient les appels à la réconciliation nationale venant du PCE et du PSOE depuis les années 50. Et ces partis,*

reconnus officiellement après la mort de Franco en 1975, ont approuvé sans état d'âme la loi d'amnistie. Peut-être n'y avait-il pas vraiment le choix en 1977 mais il est assez pathétique d'entendre le député socialiste José Maria Benegas déclarer en novembre 2007 à propos de la loi d'amnistie que *« comme l'exigeait la nouvelle situation politique, on avait amnistié les prisonniers du franquisme en échange de l'oubli juridique des crimes franquistes... Nous ne pouvions pas commencer une nouvelle étape démocratique avec des procès du passé à faire, des gens en prison et des milliers de personnes vivant encore en exil... »* Et il poursuit : *« L'amnistie fut une des plus chères revendications de la gauche... »* et en 2013 un membre du Parti communiste d'Espagne, Enrique de Santiago rappelle que la loi d'amnistie fut *« une conquête de la lutte populaire antifranquiste avec à sa tête le PCE »*. Peut-être la situation exigeait-elle en 1977 ce compromis mais on ne peut pas aujourd'hui s'en prévaloir comme d'une victoire. Nous verrons plus avant que l'impunité est aujourd'hui fortement dénoncée par de nombreuses associations de mémoire et que certains partis commencent aussi à la remettre en question.

Peut-être pensez-vous que la tentative d'analyse des politiques de mémoire en Espagne nous éloigne du thème de l'exil et des « enjeux de la mémoire » Je ne crois pas. La mémoire de l'exil que nous représentons aujourd'hui est par essence même inséparable de l'Espagne réelle et de son évolution. Tout comme nos parents, alors encore en vie, nous avons eu beaucoup de mal à concevoir, à accepter que la fin d'une interminable dictature de 40 ans ne s'ouvre que sur une Transition «pactada», pacte du silence, pacte de l'oubli, pactes de législature, où les personnels de la structure de l'État franquiste conservent leurs postes : les juges, les policiers, les militaires et jusqu'au sommet de l'État. Ce n'est pas un délit d'avoir été juge du Tribunal d'Ordre Public ou commissaire ou tortionnaire de la Brigade Politico-Sociale !

Et pourtant des centaines de livres d'historiens ont été écrits depuis le début de la Transition... Ils ne sont lus que dans des cercles restreints. Dans ce même article intitulé « La discipline historique

dans la tourmente mémorielle espagnole » publié en octobre 2013, François Godicheau explique comment un bon nombre de journalistes néofranquistes vont s'attaquer aux travaux des historiens en taxant leur travail de mythologie et comment en reprenant dans un style actuel la propagande franquiste des années 30 à 50, à l'aide de documents retrouvés dans les archives, ils leur opposent une *Verdad mayúscula*(...). Dès la fin des années 90 apparaissent des auteurs comme **Pio Moa** dont le premier ouvrage *Les mythes de la guerre civile* a bénéficié d'une très large promotion dans les médias sympathisants avec le parti de droite au pouvoir, avec José Maria Aznar et s'est vendu à plus de 100 000 exemplaires. Ces ouvrages mettent le recyclage du récit franquiste au service **d'une version conservatrice de la Transition démocratique** et reprennent la justification franquiste du coup d'État du 18 juillet 36 en faisant porter la responsabilité de la rupture de la légalité constitutionnelle au Parti socialiste des années 30, lors de la grève générale de février 34 dans les Asturies, alors que l'historiographie classique s'entendait pour accuser les anarchistes de la fragilisation de la République du fait de leurs mouvements de grève insurrectionnelle de 1933. Et ça devient « **Nous n'avons pas commencé, il n'y avait plus de régime légal !** ».

Toute l'économie morale de la vie publique de l'actuelle démocratie repose sur le récit de la transition comme **naissance d'une nouvelle Espagne**, celle de la culture du consensus, du pacte social, du « vivre ensemble pacifique » (*la convivencia pacífica*), du progrès, et donc du rejet du passé de guerre civile et l'oubli du franquisme comme dictature, jusqu'au point que l'expression « dictature » fut euphémisée en « le régime antérieur » dans les manuels scolaires des années 90. Le débat politique espagnol a été marqué depuis lors par la recherche permanente de « pactes de législature » entre les deux grands partis majoritaires (PSOE et PP) que ce soit sur la lutte contre le terrorisme de ETA ou à propos de l'économie du pays. La politique ainsi mise en œuvre ne peut donc être que la « meilleure politique possible », rationnelle parce que consensuelle, consensus considéré et

présenté comme la marque d'une modernité forcément « européenne » et sanctionnée par une réussite économique « exemplaire ».

Le problème est que vingt-cinq ans après, le tableau de fond du décor transitionnel se déchire : la critique virulente des politiques de mémoire de la transition avec la condamnation du « pacte de silence » et l'ouverture des fosses communes rejoint les critiques plus politiques des insuffisances de la démocratie actuelle. C'est ce qui fait dire à Rubén Benedicto dans l'article de février 2014 déjà cité que « *les victimes du franquisme ne sont pas seulement les victimes directes de la guerre civile et de la répression qui a suivi, victimes sont aussi tous ceux qui ont grandi dans cet air empoisonné du mensonge* ».

Dès le début des années 2000, les langues se délient et commencent à raconter ce qui a été tu jusqu'à présent. Des associations de mémoire vont peu à peu se créer dans la plupart des provinces.

Plusieurs générations et en particulier celle des petits-enfants de la guerre s'engagent dans un activisme mémoriel qui se traduit par l'organisation de cérémonies du souvenir et d'activités de vulgarisation, des déclarations politiques, des inaugurations de plaques et de monuments et des exhumations avec recherche d'identification à partir des très nombreuses fosses communes retrouvées. (On en trouve encore aujourd'hui et on a dépassé les 2000 avec, semble-t-il, les restes de près de 150 000 cadavres mis à jour.)

Ce mouvement prenant de l'importance mènera le gouvernement socialiste de José-Luis Rodríguez Zapatero à la promulgation en **décembre 2007 d'une loi sur la mémoire historique**. Cette loi qui exige la suppression de tous les symboles liés à la dictature, qui accorde aux associations mémorielles des subventions pour les exhumations dans les fosses communes, qui permet aux enfants et petits-enfants de l'exil de récupérer la nationalité espagnole représente bien sûr une avancée par rapport à ce qu'a toujours été le silence officiel. Mais elle ne va pas au-delà de la volonté consensuelle de rétablir un certain équilibre dans une Espagne où jusqu'alors il y avait un contraste terrible entre la présence dans l'espace public démocratique de monuments, de plaques à la gloire du dictateur et

de ses hommes et l'absence complète de ses victimes. Pour les exhumations il est clair aussi que nous restons dans le compassionnel, un compassionnel qui a détourné la revendication mémorielle de ses objectifs. (En Andalousie où sont identifiées 614 fosses communes avec entre 50000 et 60000 personnes assassinées, le 15 mars 2014 par exemple, 11 corps identifiés, 9 hommes et 2 femmes dont une enceinte, assassinés en 1947, ont été remis à leurs familles par l'association de la Mémoire Historique de la province de Grenade.) Certes la loi du silence est brisée, la masse immense des victimes anonymes a été tirée des oubliettes de l'histoire et c'est bien qu'on leur rende hommage et que leurs familles puissent les enterrer dignement. *Mais ce qu'il y a de vain dans l'exhumation des cadavres -regrette Amado Marcellán- c'est que restent posées des questions essentielles qui interrogent tout autant notre présent que notre passé. Ces hommes et ces femmes, peut-être plus de 150000, qui ont disparu et dont on exhume aujourd'hui les cadavres, pourquoi les a-t-on exécutés ? Quelles valeurs a-t-on voulu extirper, quels actes a-t-on voulu punir en les liquidant ? Comment vivaient-ils ? Qui sont leurs assassins et quelles valeurs défendaient-ils, eux ? A ces questions l'ADN ne fournit aucune réponse. Sans accompagnement juridique, ces massives découvertes macabres n'ont pas entraîné l'annulation des caricatures de procès militaires ni la réhabilitation des morts, ni la restitution des biens confisqués, ni la dérogation à la loi d'amnistie de 1977. Nombreux sont ceux qui, encore aujourd'hui considèrent qu'une fois les disparus enterrés, il faudra refermer le chapitre sur la récupération de la mémoire historique et cesser d'exiger des responsabilités pour les assassinats et les crimes commis par les vainqueurs de la guerre civile. « Pour avoir la paix il nous faut accepter l'injustice » déclare Javier Pradera, un des rédacteurs de la loi, lors d'un débat télévisé en 2012 sur la loi de mémoire. Dans ce même débat, Julián Casanova, historien connu et reconnu défend l'idée qu'il faut dépolitiser la mémoire et laisser l'étude du passé aux historiens, enterrer les disparus et clore ainsi ce chapitre de l'histoire. Mais l'analyse historique, pour rigoureuse qu'elle essaie d'être n'échappe pas à la subjectivité. Et même si elle essaie par un*

traitement scientifique de se dégager du fort contenu sentimental et de la pression émotionnelle que véhicule la mémoire, elle se nourrit de la mémoire et la mémoire, les mémoires sont politiques. De plus la mémoire des vaincus n'a pas été recueillie. Et dans cette Espagne qui se prétend démocratique, et qui met toujours en avant la paix, c'est une grande violence que de ne pas reconnaître à ces vaincus - qui furent précisément les défenseurs de la démocratie - que leur histoire est l'histoire de la démocratie espagnole et que les enterrer sans instruction juridique c'est enterrer avec eux l'histoire démocratique de l'Espagne. À un journaliste qui lors d'une interview lui disait qu'il fallait maintenant tourner la page, Marcos Ana, devenu poète en prison où il séjourna près de 23 ans, répondit : «*Para pasar página, hay que haberla leído*» (« Pour tourner la page, il faut d'abord l'avoir lue »). À 94 ans, il vient de publier un nouveau livre qui s'intitule *Vale la pena luchar* (Lutter vaut la peine). Les disparitions forcées et les vols d'enfants sont pourtant considérés comme des crimes imprescriptibles par la législation internationale. C'est que cette loi dite de la mémoire historique a rigoureusement cadré ses objectifs et bloque toute action qui tende à démontrer et condamner l'illégalité du régime franquiste, l'illégalité de tout ce qu'ils ont fait et par voie de conséquence l'illégitimité du régime pseudo-démocratique qui est dans la continuité du régime antérieur.

On sait le sort qu'a réservé la Cour suprême à l'enquête ouverte en 2008 par le juge Garzón sur certaines disparitions. Trois organisations d'extrême-droite dont la Phalange espagnole et le syndicat Manos limpias (Mains propres) ont porté plainte contre lui et le Tribunal suprême l'a condamné en 2012 à 11 ans d'interdiction d'exercice de sa fonction de magistrat, pour avoir enfreint la loi d'amnistie de 1977. Cette loi qui prétendait refermer les plaies est de plus en plus largement contestée.

Une situation économique catastrophique, un chômage sans précédent, la baisse des salaires, les coupes spectaculaires dans les budgets de la santé et de l'éducation, la corruption généralisée qui s'étale dans les journaux, le développement de la xénophobie remettent en question *l'idéologie du progrès qui a sous-tendu*

l'écriture de l'histoire du XXe siècle espagnol durant ces trente dernières années, une histoire dure mais rachetée par sa fin heureuse, celle de la Transition et de l'intégration à l'Europe, dit François Godicheau. Les critiques se durcissent et prennent les formes les plus diverses avec des revendications qui peuvent aller pour certains jusqu'à l'exigence d'une 3^e république. Le consensus transitionnel sur le passé récent s'effondre. Et nombreux sont ceux qui revendiquent des signes d'identité dans le passé, anti-franquiste pour les uns, franquiste pour les autres. **Les mémoires ressurgissent et s'affrontent politiquement.**

Dans les rangs du Parti Populaire les nostalgies franquistes s'affichent depuis un certain temps de manière décomplexée et dans de nombreuses circonstances des gestes et des déclarations prennent la défense du coup d'État de 1936 et du régime franquiste. A Moraleja près de Madrid pendant les fêtes on suspend un drapeau franquiste au balcon de la mairie et on chante sur la place le *Cara al sol*, l'hymne phalangiste ; à Valence, en septembre, des groupes de jeunes filles des *Nouvelles Générations*, organisation néo-fasciste, défilent le bras levé avec des drapeaux franquistes et se répandent ensuite dans les réseaux sociaux dans une apologie du coup d'État du 18 juillet 36 ; plusieurs voix officielles du PP accusent la République d'avoir conduit l'Espagne à la guerre civile et le député PP Rafael Hernando déclare tranquillement que la République a provoqué la mort d'un million de personnes. Dans certains lieux de mémoire, les plaques et les stèles qui rendent hommage aux disparus sont arrachées ou souillées (à Huesca le monument-mémorial à Fermín Galán et García Hernández, capitaines pro-républicains fusillés en 1930 a été vandalisé et porte sur la façade cette inscription : «Rojos, seréis fusilados al amanecer» (« Rouges, vous serez fusillés au petit jour »), et malgré la loi de 2007, certaines villes refusent encore de supprimer les symboles franquistes (Valladolid a été condamnée par un arrêt du Tribunal à les enlever mais ça reste sans effet ; Valladolid où, sans guerre, on trouve encore des fosses communes le long des routes avec des centaines de corps), dans d'autres villes on rebaptise des rues qui avaient été débaptisées (à Elche, la maire a débaptisé la rue Pasionaria et remis

le nom d'un ancien maire franquiste ; à Madrid dans le quartier huppé de Salamanca le PP revendique haut et fort la rue du général Mola, premier responsable du coup d'état de juillet 36 ; à Lugo en Galice le PP a refusé de retirer les distinctions honorifiques attribuées à Franco ; à Chiclana, en Andalousie, le maire dit *qu'il ne veut plus entendre parler de mémoire historique* et s'oppose à la construction d'un monument à la mémoire des victimes républicaines au cimetière San Juan Bautista... Le 23 août 2014 une organisation d'extrême-droite *Los tercios de Aguilar del Campo* (province de Palencia) a rendu un hommage public aux volontaires nazis et en particulier à la légion Condor qui en mars 1937 a bombardé la ville basque de Guernica faisant 1654 morts et plus de 800 blessés; le 14 septembre 2014 la *Hermandad tradicionalista* autre groupe d'extrême-droite, a rendu un hommage public aux Phalangistes de Navalcarnero (province de Madrid) qui combattirent contre la 2e République, qualifiée de « communiste et totalitaire » (aux élections de 1933 il y avait un député communiste au Parlement espagnol et après les élections du 16 février 1936 17 députés communistes sur 278 députés de gauche et un total de 471 députés !) ; récemment encore, sous la conduite du maire, un détachement de parachutistes a rendu les honneurs à un capitaine Phalangiste dont la plaque n'a jamais été retirée de la place d'un village de la province de Guadalajara... Et je ne parle pas des 522 « prêtres-martyrs » béatifiés en octobre 2013 à Tarragone, ni de la Grand Croix de La Garde Civile concédée en septembre 2012 par le gouvernement à la Virgen del Pilar, (à la vierge du Pilier) ni de la médaille d'or du mérite policier concédée par le ministre de l'intérieur à la vierge María del Amor en février 2014, ni du nouveau cardinal Fernando Sebastián Aguilar qui en mars 2014 déclare que *l'homosexualité est une forme déficiente d'exprimer sa sexualité, parce que cette dernière a une structure et un objectif qui est la procréation... et que toute déficience se soigne, comme il soigne lui-même son hypertension*. Et je ne parlerai pas des lois réactionnaires mises en place par ce gouvernement de Mariano Rajoy, loi sur la Sécurité citoyenne qui porte une grave atteinte à la liberté de manifestation et loi sur l'avortement dont tout le monde ici a

sûrement entendu parler et sur laquelle ils sont en partie revenus sous la pression, même dans leur propre camp. Ce sont des lois qui, d'après un magistrat, nous ramènent à la période pré-constitutionnelle.

L'on voit donc bien comment les 40 ans de National- catholicisme triomphant ont laissé une empreinte - j'allais dire viscérale - dans la mémoire des vainqueurs et de leurs descendants et comment cette mémoire réalimente une idéologie fascisante agressive qui supporte de plus en plus mal les revendications de vérité, justice et réparation défendues par les victimes du franquisme, leurs descendants et les associations, partis et syndicats qui exigent que ces demandes soient prises en compte par l'État espagnol, par le parlement européen et par le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU.

Face à ce que certains n'hésitent pas à qualifier de retour du fascisme, la mémoire des vaincus est de plus en plus mobilisée, sur tout le territoire espagnol et de plus en plus active sur le terrain politique. Pour illustrer cette accélération et avant de conclure, je voudrais vous donner quelques exemples précis pris dans l'actualité des 15 derniers mois.

- En 2014, le 11 janvier un collectif un peu mystérieux de « militaires espagnols pour la 3^e république », baptisé Anemoi, a présenté, en présence de deux militaires à la retraite, un manifeste intitulé « Les Forces Armées avec le peuplev». Quelques hauts gradés, dans une armée toujours aussi conservatrice auraient donné quelques signes de nervosité face à ce qu'ils considèrent être un début de dérive politique et sociale. La lecture du manifeste s'est conclue par un appel à tous les militaires leur demandant de s'opposer à toute éventuelle tentative de retour en arrière, provoquée ou soutenue par l'Armée. Appel également aux citoyens pour qu'ils

réclament de réels changements sans craindre les possibles réactions des militaires. La mémoire a de la mémoire !

- Le 18 février, une trentaine d'intellectuels présente à l'Ateneo de Madrid un «*Manifiesto de Intelectuales por la III república*», manifeste par lequel ils se prononcent publiquement pour la 3^e république.
- Le 7 mars, une plateforme mémorielle aragonaise regroupant 5 associations et deux fondations a déposé auprès de la *Diputación provincial*, le Conseil général de la province de Saragosse, une demande de reconnaissance publique des 800 maires et conseillers municipaux assassinés dans la province dès 1936, en Aragon où sur les plus de 500 fosses communes existantes, un bon nombre reste encore à identifier concrètement.
- Depuis quelques temps, un certain nombre de juges, lassés d'une justice largement héritière du franquisme ont constitué un collectif de «*jueces para la democracia*» (juges pour la démocratie). C'est une association engagée dans la défense des Droits de l'Homme qui dénonce ces nouvelles lois répressives et qui exprime publiquement son appui aux familles et associations de disparus pour garantir leurs droits et qui dénonce le non respect par le gouvernement actuel des obligations prévues par la loi sur la Mémoire historique.
- Et cette loi jugée aujourd'hui très insuffisante par l'ensemble des associations mémorielles a été remise en question officiellement en novembre 2013 par le parlement de la communauté de Navarre, qui a publié le 26 novembre 2013 une nouvelle loi de mémoire en Navarre, intitulée « *loi de reconnaissance et réparation morale des citoyens et citoyennes navarrais assassinés et victimes de la répression à la suite du coup d'État militaire de 1936* ». (3400 morts en Navarre, sans

guerre : répression immédiate, dès 1936, des maires, conseillers municipaux, instituteurs, syndicalistes... et de tous ceux et celles soupçonnés de sympathies républicaines.) Le titre et le contenu des différents articles témoignent d'une volonté bien plus réelle d'avancer dans la recherche de la vérité et la reconnaissance officielle de la mémoire des vaincus. En 2014 le gouvernement autonome andalou a voté lui aussi à propos de la mémoire historique andalouse, une révision de la loi nationale qui va dans le même sens.

- Le 10 mars 2014, des représentantes de collectifs de victimes de vols de nouveaux nés ont rencontré le chef de cabinet du ministre de la justice pour exiger le déblocage des enquêtes et ont renouvelé leur demande de création d'une brigade de police spécialisée dans ce type d'enquêtes. Près de 5000 plaintes ont été déposées jusqu'à présent sans que la justice ait avancé d'un pas.
- Le 5 mars 2014, considérant que le franquisme et ses conséquences devraient être un problème européen, une commission composée de plusieurs députés européens espagnols accompagnés par des représentants d'associations de victimes du franquisme a déposé une pétition au parlement de Bruxelles pour que se crée en Espagne une Commission de la Vérité. Demande contestée par certains qui considèrent que dans un état de droit, le droit à la justice est primordial et ce droit ne s'obtient pas par la création d'une commission de la vérité.
- Toujours en 2014 le gouvernement Rajoy a décidé de limiter sa participation à la juridiction universelle qui permet par exemple à des juges espagnols de poursuivre dans le monde entier des responsables de génocides, disparitions forcées, tortures et

crimes contre l'humanité. Sauf en Espagne, bien sûr, ce qui ne manque pas d'être dramatiquement cocasse ! (La justice espagnole traitait à ce moment-là une quinzaine de dossiers qui mettent en cause des ressortissants de pays aussi divers que la Chine, le Guatemala, le Rwanda, le Maroc, Israël, l'Irak, les USA (Guantanamo)... dossiers qui ont été bien sûr abandonnés). C'est cette loi qui avait permis au juge Garzón de faire arrêter à Londres Augusto Pinochet, le dictateur chilien et c'est cette même loi qui a permis à María Servini, une juge argentine d'ouvrir une enquête sur les crimes du franquisme suite à des plaintes de familles de victimes et d'organisations politiques et syndicales déposées en Argentine et, en Espagne, aux consulats d'Argentine à Madrid et Barcelone. Les témoignages des plaignants résidant en Espagne se font par vidéo conférence. L'Espagne a bien sûr refusé l'extradition demandée par la juge argentine de deux tortionnaires reconnus, officiers de police et de la garde civile. Ils ont cependant été entendus comme témoins à l'Audience Nationale de Madrid et il est révélateur de savoir qu'ils ont été conduits au tribunal en voiture officielle. Dernièrement le gouvernement a refusé l'extradition de deux anciens ministres franquistes Rodolfo Martín Villa et José Utrera Molina, accusés d'avoir signé des condamnations à mort pendant les dernières années du franquisme.

- Suite à la rencontre en septembre de représentants du Comité des Nations Unies pour les disparitions forcées avec des membres du gouvernement central et des parlements régionaux et des associations de familles de victimes, le rapporteur de l'ONU, Pablo de Grieff, dans son rapport du mois de février 2014 formule plusieurs recommandations et demande à l'État espagnol de revenir sur la loi d'amnistie de

1977 et de juger les crimes du franquisme. Vœux probablement pieux mais qui apportent une audience et une justification internationales à la bataille pour la récupération d'une mémoire qui se révèle de plus en plus porteuse d'un avenir réellement démocratique.

Et c'est bien le sens d'une des conférences présentée le 31 mars 2014 dans le cadre des Premières journées sur la Mémoire Historique à l'université de Murcie, conférence dont le thème était «*La memoria histórica, como referente para el rearme democrático de la sociedad*», littéralement : « La mémoire historique, comme référent pour le réarmement démocratique de la société ».

Et cette mémoire à la fois passé et futur était présente dans les nombreux drapeaux républicains qui flottaient dans les impressionnantes « *marches de la dignité* » venues de toute l'Espagne et qui ont convergé vers Madrid le 22 mars 2014. Marches pour une remise en question du système qui ont réuni des centaines de milliers de personnes.

Je voudrais pour conclure revenir à la mémoire de l'exil. Mémoire qu'il faut à l'évidence sauvegarder pour perpétuer le souvenir de ce qu'a été l'exil, de tout ce qu'a été l'exil, pendant les quarante ans qui ont suivi l'exode d'une génération unique, celle de nos parents et de nos grands-parents qui ont fui une terrible Espagne victorieuse. Et en ce sens nous restons Espagnols et nous tirons notre légitimité de valeurs et de racines enfouies dans le sol d'Espagne que ni le temps ni la distance ne peuvent effacer.

Car l'Espagne reste la matrice de notre mémoire et les enjeux aujourd'hui des mémoires de l'exil et du vaste mouvement de récupération de la mémoire historique en Espagne se rejoignent

dans la lutte pour la condamnation du franquisme et de ses crimes et l'exigence de justice et de réparation pour les victimes et leurs familles. Et les valeurs de liberté, d'émancipation, d'égalité et de justice sociale défendues par nos parents en Espagne puis dans tous les pays où les a menés l'exil restent pour nous, en France, en Espagne et ailleurs un objectif moral et politique. Nous le devons à nos parents, nous le devons à tous les Espagnols disparus, torturés, fusillés, à tous ceux qui ont souffert en silence les atteintes physiques, morales d'une féroce répression programmée, nous le devons à cette Espagne républicaine assassinée par ces 40 années d'obscurantisme militaro-clérical.

Et comme la mémoire est faite d'une infinité de témoignages je voudrais finir par le témoignage de Antonio Altarriba, qui est en quelque sorte le fruit de nos deux mémoires.

Le père, militant anarchiste, passe la frontière en 1939 et reste en France jusqu'en 1950, date à laquelle il prend la décision de rentrer en Espagne. Et sa vie dans l'Espagne franquiste sera une suite de renoncements et d'échecs par rapport à l'idéal avec lequel il avait cru pouvoir voler. En 2001, à 91 ans, il s'est défenestré du quatrième étage d'une maison de retraite dans les environs de Saragosse.

Le fils, Antonio, né en 1952 à Saragosse, est aujourd'hui romancier, scénariste de bande dessinée et professeur de littérature française à l'Université. Il a reçu en 2010, aux côtés de l'illustrateur Kim, le Prix national de la bande dessinée pour *El arte de volar*, (*L'art de voler*). Ce très beau livre que je me permets de vous recommander est un roman graphique biographique qui conte la vie de son père sur fond de crises et d'histoire de l'Espagne et de l'Europe du XXe siècle.

En 2012, lors de la présentation de son « livre-bande dessinée » au lycée de Colomiers, dans la périphérie toulousaine, une élève lui demande si ce n'est pas trop lourd de vivre avec ce passé. Et il répond ce qui sera ma conclusion :

Non, il n'est pas difficile de vivre avec ce passé. C'est un passé qui m'honore, dont je suis fier. La leçon, les leçons que j'ai apprises de mon père et de toute sa génération, sont énormément importantes. Je crois qu'il faut en fait revenir sur ce genre d'histoires pour les récupérer, les dignifier. Les valeurs finalement qui ont été défendues par nos parents, je crois qu'elles sont toujours actuelles, plus encore dans des moments comme ceux que nous sommes en train de vivre. Dans ce sens, non seulement je revendique ce passé mais aussi la validité de ces principes. C'est un passé qui en plus a déterminé, je pense, l'existence d'une bonne partie pour ne pas dire de tous les enfants et petits-enfants de ces gens qui ont maintenu ces enjeux et combattu pour ces genres d'enjeux. Finalement, je le disais tout à l'heure, si je parle le français, si la France est devenue pour moi un peu mon deuxième pays, si j'enseigne la langue française en Espagne, si je partage une certaine sensibilité qui me fait un peu spécial, c'est dans la mesure où mon père, où la trajectoire de mon père l'a fait venir ici en France.

Et si je participe à certaines valeurs de résistance, aux critiques contre les abus du pouvoir, c'est dans la mesure où la crainte, la méfiance envers le pouvoir et la résistance contre toutes les formes d'inégalité étaient semées par mon père. Donc, c'est un passé [...] qui a peut-être été laissé de côté par l'histoire mais qui n'est pas du tout perdu. Il

reste dans nos consciences, dans nos cœurs et aussi pourquoi pas dans nos objectifs et dans notre futur.

Et je ne sais pas, peut-être que ce que nos parents et nos grands-parents n'ont pas pu faire, ce sera à nos enfants, à nos petits enfants de le faire.

1- Les 9, 10 et 11 octobre 2015 l'association Ay Carmela de Bordeaux et la Coordination nationale d'organisations mémorielles des descendants et amis des exilés de l'Espagne républicaine « Caminar » ont organisé à Bordeaux les « Cinquièmes Rencontres Transfrontalières » sur le thème Vérité, Justice et Réparation : quel espoir pour l'Espagne ?

2- Par récit national on entend le mythe patriotique d'une Résistance franco-française qu'ont construit après la Libération le Gaullisme et le PCF.